



Reçu le 16 mai 2024
à 14h30
avec les réserves d'usage
[Signature]

Retrait du projet de holding-fusion **Audiovisuel public en danger** **Menace sur l'existence de Radio France !**

Après avoir rencontré la ministre de la Culture et les députés en charge de ce projet, les organisations syndicales représentatives de Radio France considèrent que la fusion - précédée d'une holding - des entreprises publiques audiovisuelles constitue un danger majeur pour Radio France et ses équipes.

Outre les coûts inévitables engendrés par ce projet, baptisé « France Médias », cette réforme remet en cause l'indépendance éditoriale et budgétaire de Radio France, garante d'une véritable stratégie de l'audio - radio et numérique - plébiscitée par le public.

Ce projet aboutirait inmanquablement à :

- La dilution de Radio France et de ses chaînes dans « France médias »
- Une perte d'indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques et économiques
- Une réduction des moyens humains et financiers dédiés à la radio de service public
- La disparition des accords d'entreprise et une dégradation des conditions de travail des salariés
- Un recul de la diversité dans l'information et la création radiophonique
- Une baisse de volume et de qualité dans les contenus audio
- La remise en cause de la spécificité de nos métiers et de notre expertise
- Une menace sur l'existence des formations musicales permanentes
- Une défiance et une désaffection des auditeurs

L'intersyndicale CFDT, CGT, FO, SNJ SUD et UNSA dénonce la dangerosité de tout projet de holding et/ou de fusion de l'audiovisuel public, demande le retrait du projet de loi et appelle l'ensemble des salarié.e.s de Radio France à cesser le travail du jeudi 23 mai 2024 à 00h au vendredi 24 mai 2024 à 23h59.

Pour la Cfdt :

Renaud DALMAR

Pour le SNJ :

Mathieu DARRIET

Pour la CGT :

Bertrand DURAND DE

Pour SUD :

Delphine MERLAND

Pour FO :

Guillaume Belsky

Pour l'UNSA :

*Pour l'UNSA
Rémy GEMBLE*